

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1907.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1849 sur l'Enseignement supérieur.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur exige, dans son article 11, l'avis des facultés pour tout changement dans les attributions des professeurs d'université; elle ne prévoit aucune intervention pour leur nomination; l'article 13 porte uniquement : Le Roi nomme les professeurs.

La proposition de loi qui vous est soumise fait disparaître cette anomalie que rien ne justifie; avant toute nomination, le Gouvernement devra consulter la faculté intéressée, qui donnera son avis motivé.

Le droit du Gouvernement de nommer les professeurs sans aucune intervention des universités n'existe plus, semble-t-il, qu'en Belgique; les corps scientifiques y participent dans tous les pays qui se préoccupent de l'avenir de leur enseignement supérieur. En Angleterre, les nominations faites exclusivement par la Couronne sont l'exception; presque partout les corps universitaires choisissent les professeurs; en Allemagne, les présentations sont faites par les facultés; en Italie, elles se font par le Conseil supérieur de l'instruction publique, composé de personnalités plus ou moins indépendantes; et ce conseil ne se prononce que sur la proposition d'une commission spéciale qu'il nomme lui-même et qu'il choisit parmi les savants les plus compétents dans la branche scientifique à laquelle appartient la chaire; enfin, en France les facultés et les corps universitaires interviennent également dans les nominations des professeurs (1).

La nécessité de reviser la loi de 1849 est d'ailleurs depuis longtemps reconnue. A maintes reprises le conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur s'en est occupé. Des circulaires du Ministre de l'Intérieur, M. Delcour, du 6 juin et du 16 décembre 1876 et du Ministre de l'Instruction publique, M. Van Humbeek, du 15 mai 1879, l'ont signalée aux recteurs

(1) Ces indications sont extraites du discours prononcé par M. Goblet d'Alviella au Sénat, le 16 mai 1902; ann. p. 595.

en invitant les autorités académiques à faire des propositions précises sous forme d'avant-projet. Les facultés et les conseils académiques de Gand et de Liège en ont délibéré; les discours prononcés à l'ouverture des cours par le recteur de Liège en 1881 et par celui de Gand en 1882 ont exposé le résultat de leurs délibérations et réclâmé pour les universités une part d'intervention dans la nomination des professeurs.

A la même époque, M. Goblet d'Alviella a exposé la question à la Chambre; dans la séance du 28 mars 1882, lors de la discussion du budget de l'instruction publique, il a fait ressortir les vices du système établi par la loi de 1849 et montré combien il facilitait l'intervention des influences politiques là où les mérites scientifiques des candidats devaient seuls intervenir.

« Partout, a-t-il dit, le choix du ministre est limité à une liste qu'il ne contribue pas à former. Partout, sauf en Belgique. Or, je ne cesserai de le répéter, ce serait en Belgique qu'il faudrait le plus désirer cette limitation du pouvoir ministériel, car l'antagonisme des partis politiques qui nous divisent y accroît le danger de voir des préoccupations politiques dicter des choix qui devraient être exclusivement inspirés par des préoccupations scientifiques. Je sais bien qu'il y a la responsabilité ministérielle; mais, quel que soit le parti au pouvoir, cette responsabilité, en pareil cas, ne peut guère être efficace, puisque en somme le ministre, s'il fait une nomination de parti, la fera sous la pression de la majorité à laquelle il est censé devoir rendre compte de ses actes. »

M. Goblet d'Alviella a rappelé ces paroles dans la séance du Sénat du 16 mai 1902; le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, M. de Trooz, en lui répondant, a déclaré qu'il ne se refusait pas à examiner la question.

Le recteur de l'Université de Gand, M. Thomas, en a fait une étude complète et approfondie dans le discours qu'il a prononcé à la séance d'ouverture des cours du 16 octobre 1906 (1); il s'est arrêté à une solution qui a été acceptée par la faculté de philosophie et lettres et par le conseil académique de l'Université de Gand; elle fait l'objet de la proposition de loi soumise à la Chambre et se justifie en quelques mots.

(1) Voici ce que dit M. Thomas des diverses solutions qui ont été proposées :

« Le système du concours serait impraticable dans la plupart des cas, et d'ailleurs l'expérience en a démontré les inconvénients.

« Le recrutement par cooptation constituerait pour les facultés un privilège excessif et dangereux; aussi bien il n'aurait aucune chance d'être adopté.

« La création d'un conseil spécial appelé à intervenir dans les nominations entraînerait beaucoup de complications et de difficultés. Comment ce conseil serait-il composé? et quelle serait sa compétence? Ce sont là des questions délicates, et, à parler franchement, j'appréhenderais qu'elles ne fussent pas très heureusement tranchées. Il est toujours malaisé d'introduire un rouage nouveau dans une machine déjà montée.

« Quant au collège des assesseurs, au conseil académique et au conseil de perfectionnement, je ne vois aucune utilité à leur faire jouer un rôle dans les nominations. La majorité serait le plus souvent incompétente, et les votes seraient livrés au hasard.

« Il reste un dernier moyen à employer : c'est d'accorder aux facultés soit le droit de présentation, soit seulement le droit d'émettre un avis.

« Le droit de présentation par les facultés implique une limitation des choix du gouverne-

L'autorité et la responsabilité du Gouvernement resteront entières ; il ne sera pas lié par des présentations de candidats ; il ne recevra que des avis qu'il sera libre de suivre ou de ne pas suivre.

Les facultés sont les plus intéressées à ne recevoir dans leur sein que des hommes honorés par leur talent et leur conduite ; la disposition qui prescrit de prendre leurs avis ne peut offrir que des chances de meilleurs choix (1).

Leur intervention permettra aux influences universitaires et scientifiques de faire contrepoids aux influences entre universitaires et politiques.

L'avis des facultés est d'ailleurs requis par la loi de 1849 elle-même pour tout changement dans les attributions des professeurs ; il est prescrit par l'arrêté royal du 16 avril 1892 pour les nominations des assistants dans les facultés de sciences et de médecine ; comment pourrait-on hésiter à l'exiger pour les nominations, bien plus importantes, des professeurs ?

Le recteur représente l'université ; il est l'intermédiaire désigné entre elle et le Gouvernement ; l'administrateur inspecteur est le commissaire du Gouvernement et remplace dans une certaine mesure le collège des curateurs qui, sous le régime hollandais, présentait des candidats pour chaque place vacante (2). Aujourd'hui déjà, le recteur et l'administrateur inspecteur sont généralement consultés sur les nominations ; la loi ne fera que consacrer un usage établi en les appelant à donner également leur avis.

Les chargés de cours sont en réalité des futurs professeurs ; à raison du nombre limité des professeurs et du développement continu des sciences, il arrive très souvent qu'un enseignement très important leur est confié ; la nomination des chargés de cours doit donc être entourée des mêmes garanties que celle des professeurs.

A. MECHELYNCK.

» ment. Le pouvoir est naturellement jaloux de ses prérogatives ; c'est lui demander beaucoup
 » que de l'inviter à les restreindre. Pareille invitation risque fort d'être froidement accueillie.
 » En outre, le droit de présentation suppose qu'il y aura toujours au moins deux candidats
 » proposés. Or, en Belgique, où les hommes de science n'abondent pas, on verrait sans doute
 » parfois un candidat médiocre présenté en seconde ligne, et si par malheur il venait à être
 » choisi, la faculté partagerait avec le gouvernement la responsabilité d'une nomination faite en
 » réalité contre ses sentiments. Notons enfin que, dans les pays où les facultés jouissent du droit
 » de présentation, ce droit est contrôlé officiellement ou officieusement : ici, les candidats sont
 » présentés concurremment par les facultés et par un autre corps savant ; là, le ministre exerce
 » sur les facultés une pression plus ou moins déguisée. Le droit de présentation sans contrôle,
 » l'obtiendrions-nous ? avec contrôle, en voudrions-nous ?

(1) *Discussion de la loi sur l'enseignement supérieur du 27 septembre 1855*. Bruxelles, Le-
 signe, 1844, p. 62.

(2) Règlement dn 25 septembre 1846 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans
 les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, art. 170.

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 15 juillet 1849
sur l'Enseignement supérieur.**

ARTICLE UNIQUE.

L'article 13, § 1, de la loi du 15 juillet 1849 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi nomme les professeurs et les chargés de cours. La faculté intéressée, le recteur et l'administrateur-inspecteur seront consultés sur le mérite des candidats. Leurs avis seront motivés. En cas de dissentiment au sein de la faculté, la minorité aura le droit de faire valoir ses observations. »

WETSVOORSTEL

**tot wijziging der wet van 15 Juli 1849
op het Hooger onderwijs.**

EENIG ARTIKEL.

Artikel 13, 1^{ste} lid, der wet van 15 Juli 1849, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning benoemt de professoren alsmede de docenten. De belanghebbende faculteit alsmede de rector en de administrateur-inspecteur worden geraadpleegd omtrent de verdiensten van de kandidaten. Hunne adviezen worden met redenen omkleed. Is men het oneens in den schoot der faculteit, dan heeft de minderheid het recht hare opmerkingen te doen gelden. »

A. MECHELYNK,
J. DE VIGNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1907.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 15 Juli 1849 op het Hooger onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 11 der wet van 15 Juli 1849 op het hooger onderwijs vereischt dat de faculteiten haar advies geven over elke verandering in de bevoegheden der professoren aan hoogeschole; gezegde wet voorziet geene tusschenkomst hoegenaamd voor hunne benoeming; artikel 13 zegt eenvoudig: De Koning benoemt de professoren.

Het u voorgelegde wetsvoorstel neemt deze door niets gerechtvaardigde strijdigheid weg; alvorens eene benoeming te doen, zal de Regeering de betrokken faculteit moeten raadplegen, en het advies der faculteit zal met redenen omkleed zijn.

Het recht der Regeering om de professoren te benoemen zonder hoegenaamde tusschenkomst der hoogeschole bestaat, schijnt het, nog slechts in België; in al de landen, bezorgd om de toekomst van hun hooger onderwijs, treden de wetenschappelijke korpsen op bij de benoemingen. In Engeland behooren de benoemingen, uitsluitend gedaan door de Kroon, tot de uitzonderingen; schier overal worden de professoren verkozen door de universiteits-korpsen; in Duitschland wordt de voordracht gedaan door de faculteiten; in Italië, door den Hoogen Raad voor openbaar onderwijs, bestaande uit min of meer onafhankelijke personen; en deze Raad doet enkel uitspraak op het voorstel van eene bijzondere commissie, door hem zelf benoemd en gekozen onder de meest bevoegde geleerden in het wetenschappelijk vak waartoe de leerstoel behoort; eindelijk, in Frankrijk treden de universiteits-korpsen insgelijks op bij de benoeming van de professoren (1).

Sedert lang wordt het, overigens, erkend dat het noodig is de wet van 1849 te herzien. De verbeteringsraad voor het hooger onderwijs hield er zich herhaaldelijk mede onledig. Door omzendbrieven van den Minister van Binnenlandsche Zaken, den heer Delcour (6 Juni en 16 December 1876), en van

(1) Deze inlichtingen zijn ontleend aan de redevoering, door den heer Goblet d'Alviella in den Senaat uitgesproken den 16^e Mei 1902. — *Handel.*, blz. 395.

den Minister van Openbaar Onderwijs, den heer Van Humbeeck (15 Mei 1879), werd daarop de aandacht der rectoren gevestigd en werden de academische overheden verzocht, uitdrukkelijke voorstellen te doen in den vorm van een voorontwerp. De faculteiten en de academische raden te Gent en te Luik hebben er over beraadslaagd; de redevoeringen, bij de heropening der leergangen uitgesproken door den rector van Luik in 1881 en door den rector van Gent in 1882, hebben den uitslag hunner beraadslagingen bekendgemaakt en voor de hoogeschoolen een aandeel geëischt bij de benoeming van de professoren.

Omtrent denzelfden tijd zette de heer Goblet d'Alviella de zaak uiteen in de Kamer; ter vergadering van 28 Maart 1882, bij de beraadslaging over de Begroting van Openbaar Onderwijs, wees hij op de gebreken van het stelsel der wet van 1849 en toonde hij aan hoezeer politieke invloed daardoor wordt in de hand gewerkt, daar waar enkel de wetenschappelijke verdiensten der candidaten in aanmerking dienen te komen.

« Overal, zegde hij, kan de minister slechts benoemen uit eene lijst die » hij niet helpt opmaken. Overal, behalve in België. Welnu, ik zal het onop- » houdend herhalen, in België vooral zou men deze beperking der ministe- » rieele macht moeten verlangen, want de strijd der politieke partijen, die » ons verdeelen, vermeerdert er het gevaar, dat politiek belang benoe- » min- » gen zou ingeven, die uitsluitend hoeven te steunen op het belang der » wetenschap. Ik weet wel dat de ministers verantwoordelijk zijn, doch, » welke partij ook aan het bewind zij, in dergelijk geval kan die verant- » woordelijkheid weinig doelmatig zijn, vermits de minister, zoo hij » benoemt uit partijbelang, deze benoeming doen zal onder de drukking » van de meerderheid jegens welke hij als 't ware gehouden is, rekenschap » te geven over zijne daden. »

De heer Goblet d'Alviella bracht deze woorden in herinnering ter Senaatsvergadering van 16 Mei 1902; de heer de Trooz, Minister van Binnenland- sche Zaken en Openbaar Onderwijs, antwoordde hem dat hij niet weigerde de zaak te onderzoeken.

De rector der Gentsche Hoogeschool, de heer Thomas, heeft de zaak volkomen en grondig behandeld in de redevoering, door hem uitgesproken bij de heropening der leergangen op 16 October 1906(1); hij wees op eene oplossing,

(1) Ziehier wat de heer Thomas zegt over de verschillende voorgestelde oplossingen :

« Het stelsel van wedstrijd ware doorgaans onuitvoerbaar, en uit de ervaring zijn overigens » de bezwaren daarvan gebleken.

» De werving bij wijze van verkiezing door de medeleden, zou aan de faculteiten een » overdreven en gevaarlijk voorrecht toekennen; ook heeft het geene kans om aangenomen » te worden.

» Het instellen van een bijzonderen raad, die bij de benoemingen zou optreden, zou aan- » leiding geven tot verwikkelingen en bezwaren. Hoe zou die raad worden samengesteld en » welke bevoegdheid zou hij hebben? Dit zijn kiesche vraagpunten en, oprecht gesproken, » zou ik vreezen dat zij niet op de gelukkigste wijze zouden opgelost worden. Het is altijd » gevaarlijk, een nieuw raderwerk aan te brengen in eene machine die reeds gansch opge- » steld is.

» Wat betreft het college der assessoren, den academischen raad en den verbeteringsraad,

die werd aangenomen door de faculteit van wijsbegeerte en letteren en door den academischen raad der Gentsche Hoogeschool; zij maakt het voorwerp uit van het wetsvoorstel, door ons aan de Kamer onderworpen, en de gegrondheid daarvan kan in enkele woorden aangetoond worden.

Het gezag en de verantwoordelijkheid der Regeering blijven onverkort; zij zal niet gebonden zijn door het voordragen van candidaten; zij zal enkel adviezen ontvangen en het zal haar vrijstaan er al of niet gevolg aan te geven.

De faculteiten hebben er het meeste belang bij, enkel mannen op te nemen die geëerd zijn om hunne kunde en hun gedrag; de bepaling, volgens welke hun advies moet ingewonnen worden, kan enkel kans op betere benoemingen opleveren (1).

Door haar optreden zal de universitaire en wetenschappelijke invloed opwegen tegen den invloed buiten de hoogeschool en de politieke drukking.

Overigens, het advies van de faculteiten wordt krachtens de wet van 1849 zelve vereischt voor elke verandering in de bevoegdheden der professoren; krachtens het koninklijk besluit van 16 April 1892 wordt het voorgeschreven voor de benoemingen van assistenten in de faculteiten van wetenschappen en van geneeskunde. Hoe zou men kunnen aarzelen, het te eischen voor de veel gewichtigere benoemingen van de professoren?

De rector vertegenwoordigt de hoogeschool; hij is de aangeduide bemiddelaar tusschen haar en de Regeering; de administrateur-inspecteur is de commissaris der Regeering en vervangt in zekere mate het college van curatoren, dat onder het Nederlandsch bewind candidaten voordroeg voor elke openstaande plaats (2). Reeds nu worden de rector en de administrateur-inspecteur doorgaans geraadpleegd over de benoemingen; de wet

- » zie ik er geen nut in, hoegenaamd ze te doen optreden bij de benoemingen. De meerderheid
- » zou meesttijds onbevoegd zijn en de stemmingen zouden aan het toeval worden over-
- » gelaten.

- » Er blijft ons een laatste middel over, namelijk aan de faculteiten het recht van voordracht
- » toe te kennen, ofwel enkel het recht om een advies uit te brengen.
- » Het recht van voordracht door de faculteiten is eene beperking van de keus der regeering.
- » De machthebbers zijn natuurlijk ijverzuchtig op hunne voorrechten en 't is veel gevegd
- » wanneer men ze verzoekt ze in te krimpen. Dergelijk verzoek heeft veel kans koel te worden
- » bejegend. Daarenboven doet het recht van voordracht onderstellen dat er steeds ten minste
- » twee candidaten worden gesteld. Welnu, in België, waar er geen overvloed is aan mannen
- » van wetenschap, zou soms een middelmatige candidaat in de tweede plaats worden voorge-
- » dragen en, mocht hij bij ongeluk worden benoemd, dan zou de faculteit, met de regeering, in
- » de verantwoordelijkheid deelen voor eene benoeming die eigenlijk tegen hare gevoelens werd
- » gedaan. Merken wij ten slotte aan, dat in de landen waar de faculteiten het voordrachtsrecht
- » genieten, dit recht officieel of officieus wordt nagegaan: hier worden de candidaten tegelijk
- » door de faculteiten en door een ander geleerd lichaam voorgedragen; daar oefent de minister
- » eene min of meer bedekte drukking uit op de faculteiten. Het voordrachtsrecht zonder
- » nazicht, zouden wij dat kunnen verkrijgen? Zouden wij het willen met nazicht?

(1) *Discussion de la loi sur l'enseignement supérieur du 27 septembre 1855*. Bruxelles, Lesigne, 1844, p. 62.

(2) *Reglement van 25 September 1816 op de inrichting van het hooger onderwijs in de zuidelijke provinciën van het Rijk der Nederlanden*, art. 170.

zal eenvoudig een bestaande gebruik bekrachtigen, door hen te verzoeken insgelijks hun advies uit te brengen.

Docenten zijn eigenlijk toekomstige professoren; uit hoofde van het beperkt getal professoren en van de gestadige uitbreiding der wetenschappen, gebeurt het niet zelden dat hun een zeer gewichtig onderwijs wordt toevertrouwd; voor de benoeming van docenten moeten dus dezelfde waarborgen worden bepaald als voor de benoeming van professoren.

A. MECHELYNCK.

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 15 juillet 1849
sur l'Enseignement supérieur.**

ARTICLE UNIQUE.

L'article 13, § 1, de la loi du 15 juillet 1849 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi nomme les professeurs et les chargés de cours. La faculté intéressée, le recteur et l'administrateur-inspecteur seront consultés sur le mérite des candidats. Leurs avis seront motivés. En cas de dissentiment au sein de la faculté, la minorité aura le droit de faire valoir ses observations. »

WETSVOORSTEL

**tot wijziging der wet van 15 Juli 1849
op het Hooger onderwijs.**

EENIG ARTIKEL.

Artikel 13, 1^{ste} lid, der wet van 15 Juli 1849, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning benoemt de professoren alsmede de docenten. De belanghebbende faculteit alsmede de rector en de administrateur-inspecteur worden geraadpleegd omtrent de verdiensten van de kandidaten. Hunne adviezen worden met redenen omkleed. Is men het oneens in den schoot der faculteit, dan heeft de minderheid het recht hare opmerkingen te doen gelden. »

A. MECHELYNK,
J. DE VIGNE.

